

Introduction à la Macroéconomie

Séance 3

Le chômage, concepts et causes ; les politiques de l'emploi

Bibliographie :

Jean-Yves CAPUL, (2013), Dictionnaire d'Economie et de Sciences sociales, Hatier

Philippe Deubel, Serge d' Agostino, Gilles Renouard(2008), Dictionnaire de sciences économiques et sociales, Bréal

Lecture Conseillée :

Marc Moutoussé, Patrice Pourcel, (2009)Le chômage, Bréal

Partie I : questions

Après avoir lu les documents proposés en annexe, vous répondrez aux questions suivantes :

- 1) Définissez les notions suivantes :
 - chômage volontaire
 - chômage involontaire
 - chômage de masse
- 2) Distinguez une politique de l'emploi active d'une politique de l'emploi passive
- 3) Comment explique-t-on en théorie la persistance du chômage ? Ces explications théoriques vous paraissent-elles suffisantes dans le cas de la France, de l'Allemagne et de l'Italie ? Expliquez.

Partie II : réflexion

Partant des documents proposés, vous rédigerez un développement structuré pour répondre à la question de réflexion suivante :

En quoi l'Allemagne, la France et l'Italie connaissent des types de chômage différents. Vous montrerez également en quoi cela influence les politiques de l'emploi menées dans ces différents pays ?

Mai 2013

Le taux de chômage à 12,2% dans la zone euro À 11,0% dans l'UE27

Ce communiqué, publié le 1^{er} juillet 2013, a été révisé suite à la correction d'une erreur dans le chargement des données de la France. Le taux de chômage du mois de mai 2013 pour la France a été révisé à la hausse de 0.5 point de pourcentage (pp). Cette correction entraîne une révision à la hausse de 0.1 pp du taux de chômage pour la zone euro et l'UE27, tandis que la tendance reste inchangée.

Dans la **zone euro**¹ (ZE17), le taux de chômage² corrigé des variations saisonnières³ s'est établi à 12,2% en mai 2013, en hausse par rapport au taux de 12,1% relevé en avril⁴. Dans l'**UE27**¹, le taux de chômage a été de 11,0%, stable par rapport au mois précédent⁴. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à mai 2012, où ils se situaient respectivement à 11,3% et 10,4%. Ces chiffres sont publiés par **Eurostat**, l'**office statistique de l'Union européenne**.

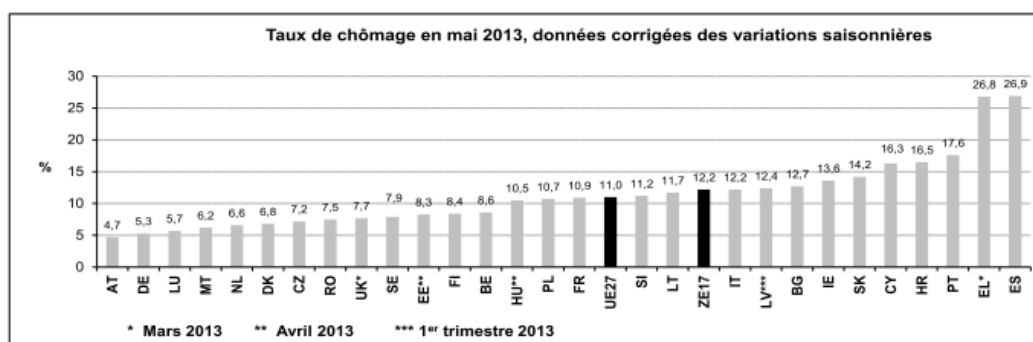
Selon les estimations d'Eurostat, 26,522 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en mai 2013 dans l'**UE27**, dont 19,340 millions dans la **zone euro**. Par rapport à avril 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 15 000 dans l'**UE27** et de 67 000 dans la **zone euro**. Comparé à mai 2012, le chômage s'est accru de 1,438 million de personnes dans l'**UE27** et de 1,459 million dans la **zone euro**.

États membres

Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en **Autriche** (4,7%), en **Allemagne** (5,3%) ainsi qu'au **Luxembourg** (5,7%), et les plus élevés en **Espagne** (26,9%) et en **Grèce** (26,8% en mars 2013).

Sur un an, le taux de chômage a augmenté dans dix-sept États membres et a baissé dans dix. Les plus fortes hausses ont été enregistrées à **Chypre** (de 11,4% à 16,3%), en **Grèce** (de 22,2% à 26,8% entre mars 2012 et mars 2013) et en **Slovénie** (de 8,6% à 11,2%). Les baisses les plus marquées ont quant à elles été observées en **Lettonie** (de 15,5% à 12,4% entre les premiers trimestres 2012 et 2013), en **Estonie** (de 10,0% à 8,3% entre avril 2012 et avril 2013) et en **Lituanie** (de 13,3% à 11,7%).

En mai 2013, le taux de chômage a été de 7,6% aux **États-Unis**, en hausse par rapport au taux de 7,5% du mois précédent mais en baisse par rapport au taux de 8,2% enregistré en mai 2012.



Chômage des jeunes

En mai 2013, 5,525 millions de jeunes de moins de 25 ans étaient au chômage dans l'UE27, dont 3,555 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2012, le nombre de jeunes chômeurs a diminué de 53 000 dans l'UE27 et a augmenté de 84 000 dans la zone euro. En mai 2013, le taux de chômage des jeunes s'est élevé à 23,1% dans l'UE27 et à 23,9% dans la zone euro, contre respectivement 22,8% et 23,0% en mai 2012. Les taux les plus bas en mai 2013 ont été observés en Allemagne (7,6%), en Autriche (8,7%) et aux Pays-Bas (10,6%), et les plus élevés en Grèce (59,2% en mars 2013), en Espagne (56,5%) et au Portugal (42,1%).

1. La zone euro (ZE17) comprend la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, Chypre, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Slovaquie, la Slovaquie et la Finlande. Jusqu'au 30 juin 2013, l'Union européenne (UE27) comprenait la Belgique (BE), la Bulgarie (BG), la République tchèque (CZ), le Danemark (DK), l'Allemagne (DE), l'Estonie (EE), l'Irlande (IE), la Grèce (EL), l'Espagne (ES), la France (FR), l'Italie (IT), Chypre (CY), la Lettonie (LV), la Lituanie (LT), le Luxembourg (LU), la Hongrie (HU), Malte (MT), les Pays-Bas (NL), l'Autriche (AT), la Pologne (PL), le Portugal (PT), la Roumanie (RO), la Slovaquie (SK), la Finlande (FI), la Suède (SE) et le Royaume-Uni (UK). À compter du 1^{er} juillet 2013, l'Union européenne (UE28) comprend également la Croatie (HR).
Comme il est indiqué dans le guide d'Eurostat concernant la diffusion des données à l'occasion d'un élargissement de l'UE, les séries de données agrégées, qui sont commentées dans ce communiqué de presse, se réfèrent à la composition officielle de l'UE du mois le plus récent pour lequel les données sont disponibles. **Ainsi, dans les communiqués de presse comportant des données jusqu'au mois de juin 2013, les commentaires porteront sur les séries UE27, tandis que dans les communiqués incluant des données de juillet 2013 et suivantes, les commentaires porteront sur les séries UE28.**
Le guide d'Eurostat est disponible, en anglais, sur le site web d'Eurostat:
http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/GUIDE_ENLARG_2007/EN/GUIDE_ENLARG_2007-EN.PDF
Les tableaux de données incluent également l'Islande (IS), la Norvège (NO) et les États-Unis (US).
2. Eurostat calcule des taux de chômage harmonisés pour les États membres, la zone euro et l'UE. Ces taux sont basés sur les définitions recommandées par l'Organisation internationale du travail (OIT). Le calcul est basé sur une source harmonisée, l'enquête communautaire sur les forces de travail.
Sur la base de la définition de l'Organisation internationale du travail, Eurostat définit les personnes au chômage comme les personnes de 15 à 74 ans qui:
 - sont sans travail;
 - sont disponibles pour commencer à travailler dans les deux semaines;
 - et ont activement recherché un emploi pendant les quatre semaines précédentes.Le *taux de chômage* correspond au nombre de chômeurs en pourcentage de la population active. La *population active* regroupe quant à elle l'ensemble des personnes ayant un emploi et des chômeurs. Dans ce communiqué de presse, les taux de chômage se basent sur les données de l'emploi et du chômage couvrant les personnes âgées de 15 à 74 ans.
3. Les données non-ajustées des variations saisonnières ainsi que la tendance-cycle sont disponibles dans la base de données statistiques sur le site web d'Eurostat. Pour plus d'informations, veuillez-vous référer à l'article *Unemployment statistics* dans *Statistics Explained*:
http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Unemployment_statistics
4. Les données dans ce communiqué sont normalement sujettes à des révisions mineures, dues à la mise à jour des séries corrigées des variations saisonnières dès que de nouvelles données mensuelles sont ajoutées. Des révisions plus importantes peuvent avoir lieu quand les données les plus récentes de l'enquête communautaire sur les forces de travail sont intégrées dans la procédure de calcul. Par rapport aux taux publiés dans le communiqué de presse 82/2013 du 31 mai 2013, le taux de chômage du mois d'avril 2013 a été révisé de 12,2% à 12,1% pour la ZE17 et est resté inchangé à 11,0% pour l'UE27. Parmi les États membres, le taux pour le dernier mois disponible a été révisé de 0,2 à 0,4 point de pourcentage pour la Grèce, la France, Chypre, Malte et la Slovaquie. Le taux a été révisé à la hausse de 0,5 point de pourcentage pour la Bulgarie et de 0,9 point de pourcentage pour la Slovaquie.
5. Lettonie: données trimestrielles pour toutes les séries.
Chypre, Roumanie, Slovaquie et Croatie: données trimestrielles pour le chômage des jeunes.
6. Pour l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et l'Islande, la tendance-cycle a été utilisée à la place des données corrigées des variations saisonnières jugées volatiles.

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Tim ALLEN
Tél: +352-4301-33 444

eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Communiqués de presse d'Eurostat sur internet:

<http://ec.europa.eu/eurostat>

Pour plus d'informations sur les données:

Nicola MASSARELLI
Tél: +352-4301-34 525

Hubertus VREESWIJK
Tél: +352-4301-34 323

estat-monthly-unemployment@ec.europa.eu

Une sélection des principaux indicateurs économiques européens: <http://ec.europa.eu/eurostat/euroindicators>

Pays en chômage classique (France, Italie) et pays en chômage keynésien (Allemagne) coexistant dans la zone euro : quels effets ?

Le chômage classique est une situation où un problème d'offre (lié aux coûts ou à d'autres déterminants de l'offre) empêche la production de suivre la demande. Le chômage keynésien est une situation où l'insuffisance de la demande explique la faiblesse de la production. Bien que les situations ne soient jamais pures, nous montrons que la France et l'Italie sont plutôt en situation de chômage classique, l'Allemagne de chômage keynésien.

Quelles sont les conséquences de cette coexistence dans la zone euro ?

- *une progression de la demande, intérieure ou internationale, va davantage accroître la production en Allemagne qu'en France ou en Italie ; on doit donc voir apparaître un lien plus fort de l'économie allemande que de l'économie française ou italienne avec le cycle mondial ou avec les progressions de la demande ; un excédent commercial croissant de l'Allemagne vis-à-vis de la France et de l'Italie ;*
- *le débat de politique économique devrait donc porter en Allemagne sur les moyens de soutenir la demande intérieure (partage des revenus plus favorable aux salariés, modernisation du marché du crédit) ; en Italie et en France sur les moyens de stimuler l'offre (concurrence accrue, baisse des coûts salariaux, effort pour accroître la productivité...). Curieusement, c'est presque l'inverse qui a lieu, au moins entre l'Allemagne et la France.*

Chômage classique en France et en Italie ; chômage keynésien en Allemagne

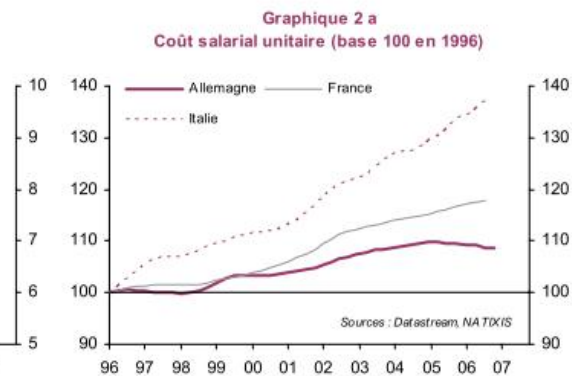
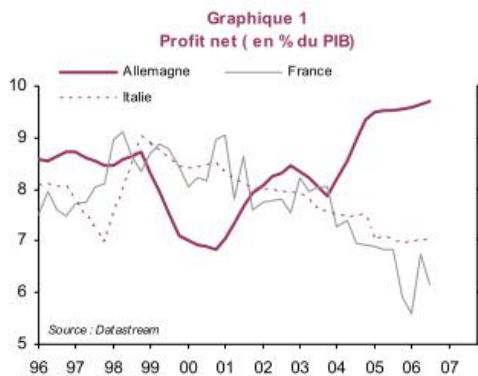
Rappelons d'abord les définitions de ces deux types de chômage.

Le chômage classique est une situation où les entreprises ne produisent pas davantage parce que leur rentabilité est insuffisante ; l'offre de biens et services est alors inférieure au niveau de demande adressée aux entreprises, et la demande excédentaire, dans les économies contemporaines, est satisfaite par les importations.

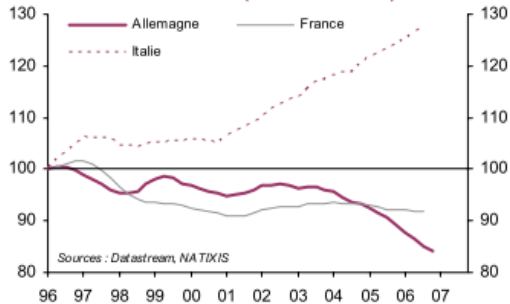
Le chômage keynésien est une situation où les entreprises ne produisent pas davantage parce que la demande qu'elles reçoivent est trop faible. L'offre rentable de biens et services est alors supérieure à la demande. Les caractéristiques économiques de **la France, de l'Italie, de l'Allemagne** dans les dernières années montrent que les deux premiers pays souffrent plutôt de chômage classique, le dernier de chômage keynésien, même si dans la réalité les situations ne sont jamais aussi pures qu'en théorie.

On observe en effet :

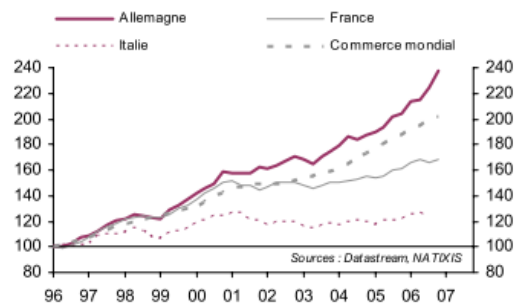
- une hausse de la **profitabilité** en Allemagne, une baisse en France et en Italie (**graphique 1**) ;
- une progression **des coûts salariaux unitaires** plus rapide en Italie et en France (pour l'ensemble de l'économie, pas dans l'industrie manufacturière sauf en 2005 – 2006), qu'en Allemagne (**graphiques 2 a – b**) ;
- des pertes **de parts de marché à l'exportation** pour la France et l'Italie, pas pour l'Allemagne (**graphique 3**) ; des excédents commerciaux très importants en Allemagne, une dégradation des balances commerciales en France et en Italie (**graphique 4**) ;
- un recul des revenus salariaux réels en Allemagne, pas en Italie et en France (**graphique 5**), loin de là.



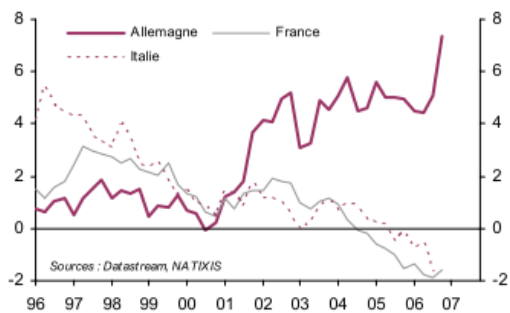
Graphique 2 b
Coût salarial unitaire dans le secteur
manufacturier (base 100 en 1996)



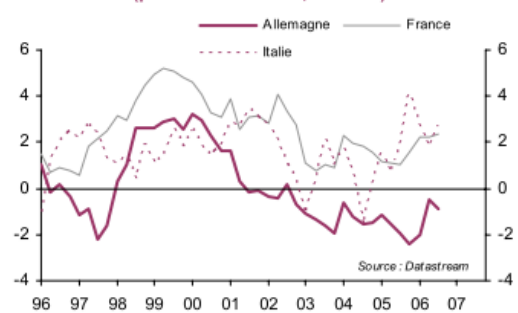
Graphique 3
Exportations et commerce mondial (volume,
Base 100 en 1996)



Graphique 4
Balance commerciale (valeur, en % du PIB)



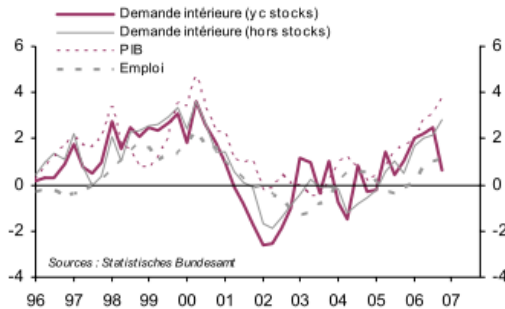
Graphique 5
Masse salariale réelle reçue par les ménages
(prix consommation, GA en %)



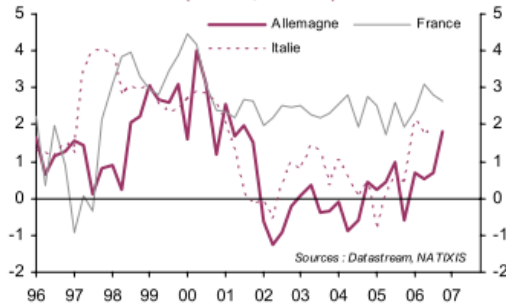
On voit donc en **Allemagne** une absence de progression des revenus réels, une baisse des coûts unitaires de production, une hausse de la profitabilité, une forte croissance des exportations, **symptomatiques du chômage keynésien**. Quand la demande intérieure accélère en 2006 (en partie avec l'anticipation de la hausse de la TVA en janvier 2007), la contrainte de demande devient moins forte, la production et l'emploi augmentent (**graphique 6**).

Le fait qu'en **France et en Italie** la profitabilité décline et que les exportations ne suivent pas la demande mondiale, tandis que le commerce extérieur se dégrade est révélateur **du chômage classique**. La faiblesse de la demande des ménages ne peut pas être mise en cause dans ces deux pays surtout en France (**graphiques 7 a – b**), avec le soutien du crédit (**graphique 7 c**).

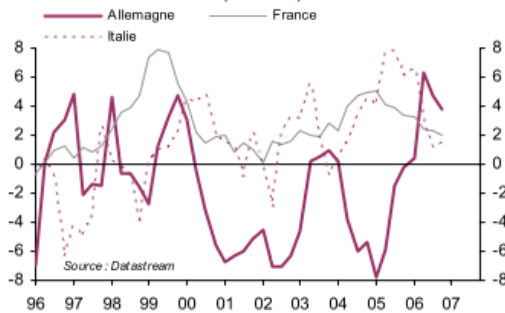
Graphique 6
Allemagne : PIB, demande intérieure et emploi
(GA en %)



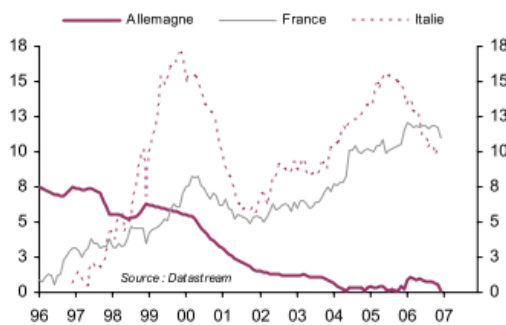
Graphique 7 a
Consommation des ménages
(volume, GA en %)



Graphique 7 b
Investissement logements des ménages
(GA en %)



Graphique 7 c
Crédit aux ménages (GA en %)



Comment fonctionne une union monétaire où cohabitent des pays en chômage keynésien et des pays en chômage classique ?

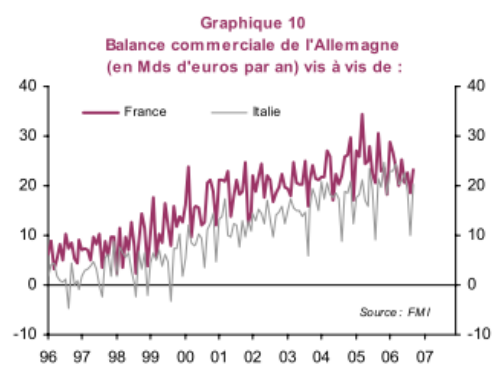
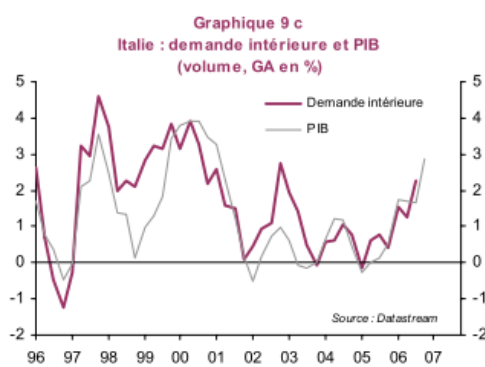
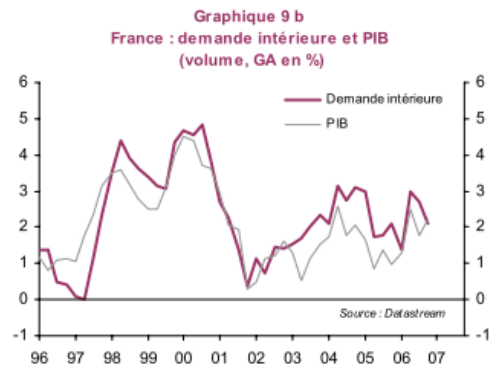
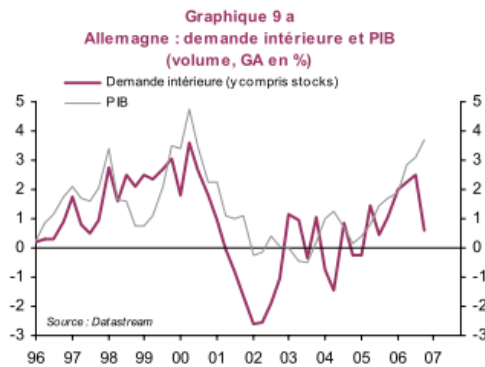
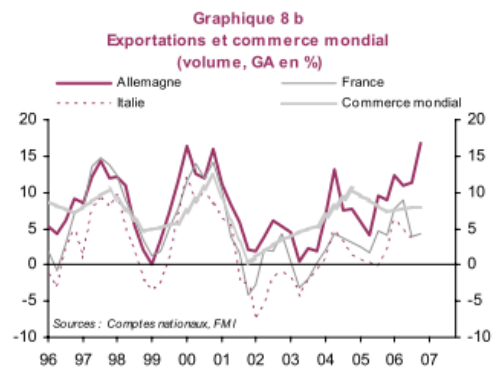
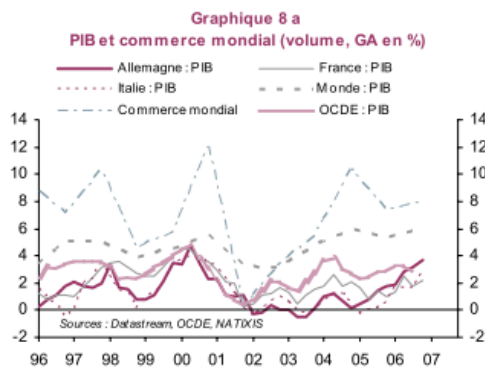
Les choses sont en théorie assez simples : **le (ou les) pays qui sont au chômage keynésien** peuvent profiter (pour avoir plus de croissance, créer davantage d'emplois) d'une progression de la demande mondiale, de leur propre demande intérieure, de celle des autres pays de l'union monétaire ; **les pays qui sont en chômage classique** ne profitent pas de la croissance de la demande :

On doit donc observer en principe :

- une plus grande réactivité du cycle économique de l'Allemagne que de ceux de la France et de l'Italie au cycle mondial ;
- une plus grande efficacité des redressements de la demande intérieure pour stimuler la production en Allemagne qu'en France ou en Italie ;
- un excédent commercial croissant de l'Allemagne vis-à-vis de la France ou de l'Italie.

On observe bien cela :

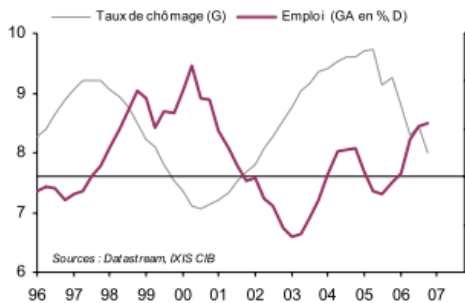
Dans la période récente, l'accélération de la croissance mondiale a plus redressé la croissance de l'Allemagne que celle de l'Italie et encore plus de la France (**graphique 8 a**), au travers d'une réaction beaucoup plus forte des exportations allemandes (**graphique 8 b**). En moyenne, depuis 2002, la demande intérieure croît plus vite que le PIB en France, moins clairement en Italie, et c'est l'inverse en Allemagne (**graphiques 9 a – b – c**), qui développe effectivement un excédent extérieur croissant vis-à-vis de la France et de l'Italie (**graphique 10**).



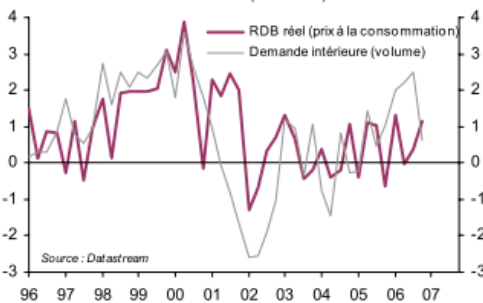
Quel débat de politique économique ?

Le chômage et l'insuffisance des créations d'emplois en Allemagne (**graphique 11 a**) peuvent donc être reliées à l'insuffisance des revenus et de la demande intérieure (**graphique 11 b**) (jusqu'au second semestre 2005).

Graphique 11 a
Allemagne : taux de chômage et emploi total

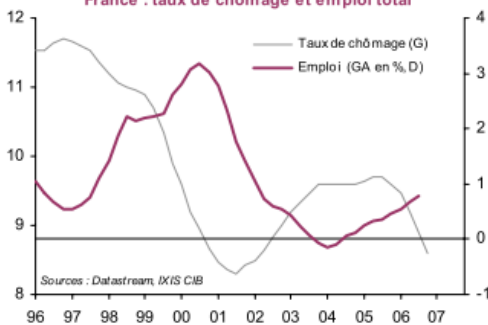


Graphique 11 b
Allemagne : revenu disponible et demande intérieure (GA en %)

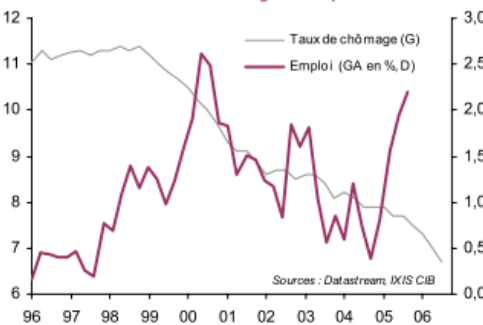


En France et en Italie, le chômage et l'insuffisance des créations d'emplois (**graphiques 12 a - b**) peuvent être reliés aux divers facteurs de blocage de l'offre : coûts, pression fiscale (**graphique 13**) ; règles du marché du travail, taille insuffisante des PME, faiblesse de l'effort d'innovation (**tableau 1**), insuffisance du financement en capital, barrières à l'entrée et insuffisance de la concurrence.

Graphique 12 a
France : taux de chômage et emploi total



Graphique 12 b
Italie : taux de chômage et emploi total



Graphique 13
Coin fiscal* (en % du PIB)

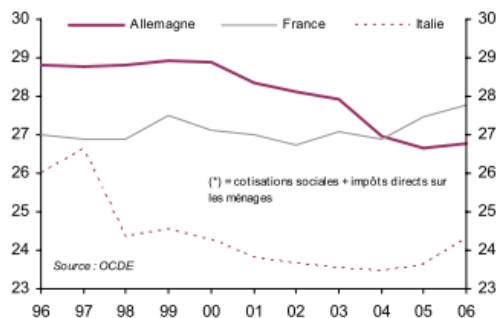


Tableau 1
Effort d'innovation

Dépenses intérieures brutes de R&D en entreprises (en % du PIB)

	Allemagne	France	Italie
1997	1,54	1,39	0,52
1998	1,57	1,35	0,52
1999	1,70	1,38	0,51
2000	1,75	1,36	0,53
2001	1,75	1,41	0,55
2002	1,75	1,43	0,54
2003	1,73	1,36	0,55
2004	1,73	1,36	0,55
2005	1,67	1,11	0,55

Dépenses intérieures brutes de R&D Total (en % du PIB)

	Allemagne	France	Italie
1997	2,29	2,22	1,05
1998	2,31	2,17	1,07
1999	2,44	2,18	1,04
2000	2,49	2,18	1,07
2001	2,51	2,23	1,11
2002	2,52	2,20	1,20
2003	2,50	2,20	1,14
2004	2,49	2,16	1,14
2005	2,51	2,13	1,14

Nombre de chercheurs en entreprises (pour 10 000 emplois)

	Allemagne	France	Italie
1998	35,50	31,07	13,50
1999	39,44	32,04	12,78
2000	39,52	33,55	12,50
2001	40,55	36,12	12,46
2002	40,17	38,64	12,96
2003	42,28	40,85	12,31
2004	42,45	43,12	12,46
2005	43,02	43,12	12,46

Nombre de brevets triadiques (par million d'habitants)

	Allemagne	France	Italie
1997	67,79	37,24	12,71
1998	74,29	39,55	13,73
1999	77,49	40,61	13,75
2000	87,05	41,67	14,22
2001	88,71	41,41	14,78
2002	88,19	41,00	14,61
2003	90,50	40,90	14,91

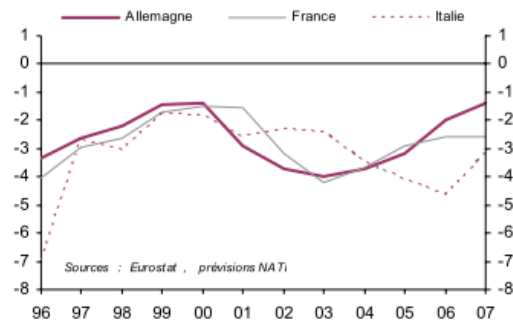
Source Tableau N°65 - Main Science and Technology Indicators 2006, OCDE

Le débat de politique économique en Italie porte effectivement sur l'accroissement de la croissance, la réduction du coin fiscal, ce qui est raisonnable compte tenu de la situation économique de l'Italie.

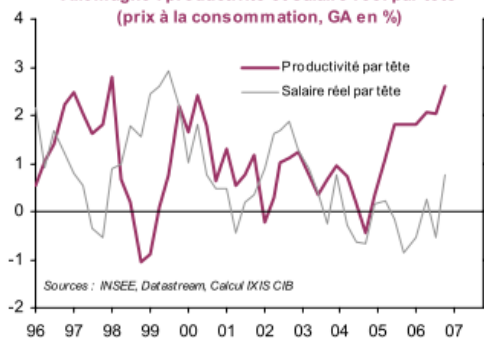
Mais, en France et en Allemagne, le débat de politique économique est étrange compte tenu de la nature du chômage dans les deux pays.

Même si (avec les discussions dans la métallurgie) la question des salaires est posée **en Allemagne**, le consensus des économistes allemands est qu'il faut continuer à réduire les coûts salariaux unitaires (graphiques 2 a - b), à déformer la valeur ajoutée en faveur des profits (graphique 15 a - b), et poursuivre les « réformes structurelles » : déréglementation des marchés des biens et du travail, (tableaux 2 a - b), réduction du déficit public (graphique 14), rééquilibrage des régimes de retraite et de santé (tableaux 3 et 4).

Graphique 14
Déficit public (en % du PIB)



Graphique 15 a
Allemagne : productivité et salaire réel par tête
(prix à la consommation, GA en %)



Graphique 15 b
France : productivité et salaire réel par tête
(prix à la consommation, GA en %)

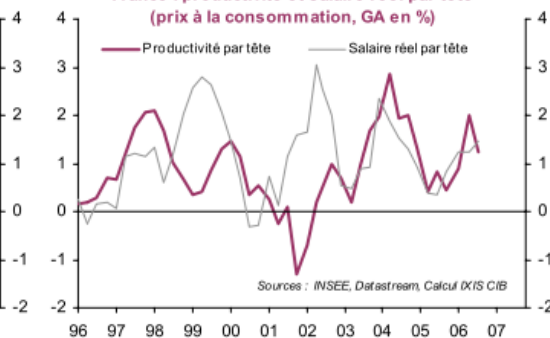


Tableau 2 a
Indicateur de réglementation des marchés de biens

Échelle de 0 à 6 du moins restrictif au plus restrictif	1998	2003
Allemagne	1,90	1,43
France	2,48	1,70
Italie	2,78	1,87

Source : OFCE-DREES, Bureau Fédéral du plan Belge, Eurostat

Tableau 2 b
Indicateur de la rigueur des normes de protection de l'emploi régulier

Échelle de 0 à 6, les valeurs augmentant avec le degré de rigueur de la réglementation	1990	1998	2003
Allemagne	2,58	2,68	2,68
France	2,34	2,34	2,47
Italie	1,77	1,77	1,77

Source : OCDE perspectives de l'emploi 2002

Tableau 3
Dépenses publiques de santé (en % du PIB)

	2005	2050
		A législation constante
Allemagne	8,8	14,3
France	8,1	13,4
Italie	6,6	13,2

Sources : OFCE-DREES, Bureau Fédéral du Plan Belge, Eurostat, CBO, OCDE

Tableau 4
Dépenses publiques de retraite (en % du PIB)*

	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Allemagne	11,8	11,2	12,6	15,5	16,6	16,9
France	12,1	13,1	15,0	16,0	15,8	15,6
Italie	14,2	13,9	14,8	15,7	15,7	14,1

(*) Projections du CPE en 2001 ne tenant pas compte de la législation introduite après 2000 sans réforme nouvelle
Source : EPC/ECFIN/655/01-EN final.

En France, au contraire, alors que le problème essentiel est la rigidité de l'offre, le débat de politique économique porte essentiellement sur la relance du pouvoir d'achat et de la demande, alors que ni l'un ni l'autre ne sont réellement défaillants (**graphiques 15 b et 16**) : les salaires réels croissent, depuis 2001, plus vite puis aussi vite que la productivité, la demande intérieure en France est constamment en croissance rapide.

Graphique 16
Demande intérieure (en volume, GA en %)



Source : Comptes nationaux